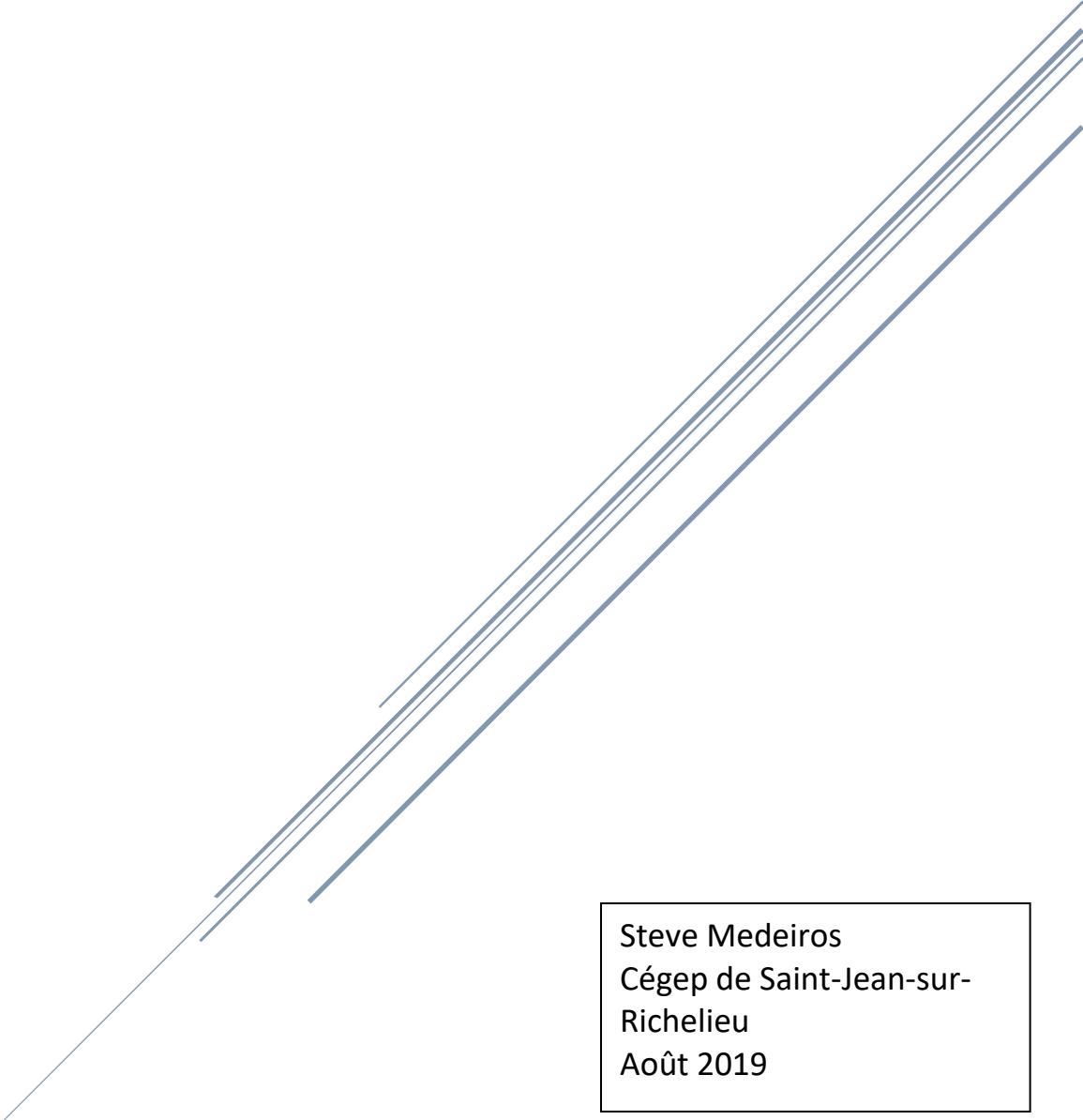


RADICALISATION / DÉFINITION ET PROCESSUS



Steve Medeiros
Cégep de Saint-Jean-sur-
Richelieu
Août 2019

CEFIR

Table des matières

Introduction	2
1. Définition, réflexion et enjeux	3
2. Niveau individuel.....	6
3. Niveau interpersonnel et idéologique	9
4. Niveau macrosociologique	11
Conclusion	15
Bibliographie	17

Introduction

Le Québec n'a pas été épargné par le phénomène de la radicalisation. Les attentats de la mosquée de Québec en janvier 2017, du Métropolis en 2012 ou la mort de l'adjudant Patrice Vincent en 2014, démontrent que la Belle Province n'a pas été épargnée par ces excès de violence. S'il est vrai que ces morts inutiles restent, d'un point de vue statistique, marginales, elles confrontent notre compréhension du monde, remettent en question les règles qui semblent régir nos vies. Ces attentats appellent une attention accrue de la part des chercheurs pour comprendre la radicalisation. Cette dernière n'est pas l'apanage d'une religion, d'un groupe ethnique ou d'un courant politique. Aucune explication simpliste ne saurait répondre aux interrogations qui sont soulevées lorsque sont commis ces gestes. Le terme de radicalisation semble lui-même contesté. Entre autres éléments, Campana (2018) énonce une confusion entre ce concept et ceux de terrorisme et de djihadisme, entraînant par le fait même une politisation du terme. Cette confusion aurait pour effet de stigmatiser certains groupes et de disqualifier leur prise de parole dans l'espace public. En gardant en tête cette critique légitime, nous souhaitons présenter, dans un premier temps, une définition de ce phénomène et, par la suite, de proposer un cadre théorique pour mieux le comprendre. Si nous reconnaissons les difficultés inhérentes à cette entreprise, il nous apparaîtrait nécessaire de tenter de clarifier ce processus.

Nous présenterons donc une réflexion sur les enjeux d'une définition de la radicalisation. À la fin de cette partie, nous proposerons deux définitions de spécialistes reconnus de ce champ, soit Farhad Khosrokhavar et Xavier Crettiez. Comme nous le verrons, la dimension qui recoupe ces deux définitions concerne essentiellement l'aspect idéologique et celui du passage à l'action violente. Ensuite, nous aborderons différents niveaux d'explication trouvés dans la littérature pour comprendre les facteurs qui accompagnent la radicalisation. Il faut garder à l'esprit que ce phénomène reste contingent, soit qu'il n'existe aucune explication simple et directe qui nous permettrait de prédire que tel individu dans tel contexte se radicalisera et commettra l'irréparable. Néanmoins, nous croyons que les différents éléments présentés plus loin font consensus parmi les experts. La présentation se divise en trois niveaux d'analyse. Le premier concerne le plan individuel, soit les caractéristiques généralement associées aux gens « radicalisés ». Le second fait référence au niveau interpersonnel ou organisationnel. Autrement dit, l'influence du groupe et la ou les doctrines véhiculées dans son sein. Pour compléter, nous aborderons une réflexion macrosociologique. Concrètement, la radicalisation ne doit pas être perçue comme un résidu archaïque, issu d'une autre époque. Ce phénomène doit aussi être compris comme une manifestation, certes minoritaire, de certaines contradictions propres au développement de nos sociétés modernes.

1. Définition, réflexion et enjeux

Le concept de radicalisation est relativement nouveau dans le paysage des sciences humaines. Campana (2018) et Khosrokhavar (2014) situent son apparition vers les années 2000. Quoique les réalités que cette notion englobe n'étaient pas inconnues des spécialistes, la littérature scientifique s'intéressait davantage, selon eux, à la notion de terrorisme. Néanmoins, avec le développement de ce qui a été désigné par le *homegrown terrorism*, (terrorisme domestique), a amené les autorités publiques à s'intéresser aux processus qui conduiraient des individus nés et éduqués en Occident à tuer au nom d'une idéologie. On notera ici l'apport important de Marc Sagemen (2005) dans ce changement de paradigme. Si le concept de radicalisation a été mobilisé, dans un premier temps, pour comprendre l'adhésion à l'islam radical, rappelons qu'elle doit inclure l'ensemble des idéologies, religieuses ou séculières, qui acceptent l'utilisation de la violence à des fins politiques.

Avant de présenter les deux définitions choisies, rappelons que dans une perspective étymologique, le terme radical provient du terme latin *radicalis*, c'est-à-dire racine. De ce point de vue, une idée radicale peut exprimer l'idée que pour régler un problème, il faut agir à sa racine, soit de prôner des changements profonds et fondamentaux dans le fonctionnement social laissant ainsi peu de place aux compromis ou, encore, envers des positions souhaitant des changements plus graduels (Boudreau et Perron, 2016). Autrement dit, une idée radicale apparaît lorsque la perspective réformiste semble être un leurre. De ce point de vue, une idée radicale n'est pas nécessairement une idée immorale. Nous pouvons, par exemple, imaginer un monde politique qui irait à l'encontre des valeurs démocratiques ou humanistes que nous chérissons (je présume que le lecteur partage ces valeurs). Dans cette dystopie envisagée, l'adhésion à une idéologie qui souhaiterait renverser le système pourrait nous paraître morale ou du moins légitime.

Pourtant, la radicalisation, comme l'extrémisme, est un concept avec une charge négative forte. Selon Collovald et Gaïti, l'utilisation du concept peut servir à délégitimer des oppositions légitimes d'un pouvoir, celui assigné par cette étiquette serait disqualifié comme interlocuteur valable. Selon Caroline Guibet Lafaye (2016), l'étiquette radicale : « vise à tracer une frontière entre le normal de la modération démocratique et le pathologique de la radicalité revendiquée et à renvoyer dans la normalité, la dérive marginale, l'intégration ratée, leurs convictions et leurs pratiques qui outrepassent [...] le tolérable ». Dans ce sens, on notera que certains groupes combattront, par exemple, l'étiquette d'extrême droite, préférant se décrire comme une droite identitaire et au même moment chercher une forme de légitimité en s'opposant à un islam radical ou à la gauche radicale. Autrement dit, l'étiquette radicale ne servirait pas seulement à disqualifier son adversaire, mais aussi à démontrer que notre position est valable (et modérée), car elle s'oppose à un adversaire ayant lui une conception manichéenne. Francis Dupuis-Déri souligne, par exemple, que plusieurs individus du mouvement masculiniste « récusent le qualificatif d'« antiféministe », prétendant être pour une réelle égalité entre les

sexes » (2018, p.22). Ces derniers sont plutôt contre un féminisme qui serait radical, soit une doctrine qui a pour objectif de castrer les hommes et qui prône une misandrie responsable d'une souffrance chez les mâles culpabilisés de ne plus avoir le droit d'être ce qu'ils sont.

Pour sortir de cette impasse, la distinction entre la radicalisation des idées et la radicalisation menant à la violence semble appropriée. Nos sociétés démocratiques doivent accepter et protéger la liberté de conscience, d'opinion et d'expression de nos concitoyens. Il serait contreproductif d'étiqueter d'infamie tout discours proposant des changements profonds et radicaux de nos sociétés. Rappelons que le mouvement des femmes en général, ou celui des suffragettes en particulier, pouvait certainement être présenté comme radical, au sens où le changement souhaité pouvait être interprété comme une transformation profonde des rapports sociaux hommes-femmes dans la société. On peut penser aussi au mouvement écologiste qui propose également, du moins plusieurs courants dans son sein, des modifications fondamentales envers notre système de développement économique. Devrions-nous refuser de débattre de l'environnement sous prétexte que ce mouvement pourrait être qualifié de radical? Nos sociétés doivent accepter l'expression d'idées contestataires dans l'espace public. Ce qui peut sembler radical hier ne l'est peut-être plus aujourd'hui ou dans un avenir prochain. Si la radicalisation menant à la violence est un processus qui implique une radicalisation des idées, il est également vrai qu'un individu peut avoir un point de vue radical, sur ce qui serait souhaitable pour notre société, sans traduire sa pensée en actes violents. Lorsque nous parlons de la radicalisation comme un problème social, il nous semble nécessaire de mentionner que nous nous intéressons à celle menant à la violence ou qui, du moins, incite à la violence.

Selon Guibet Lafaye, la plupart des définitions sur la radicalisation vont dans ce sens. Plus précisément, la radicalisation combine ces deux réalités, soit une idéologie radicale et une action violente. Pris séparément, ces deux aspects doivent désigner une autre réalité. Par exemple, une action violente sans idéologie politique serait de la délinquance. C'est dans cette perspective que nous proposons la définition avancée par Khosrokhavar:

Par radicalisation, on désigne le processus par lequel un individu adopte une forme violente d'action, directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social, ou religieux qui conteste l'ordre établi sur le plan politique, social ou culturel (2014, p.7-8).

De la même manière, on peut également proposer celle de Crettiez qui définit la radicalisation :

[C]omme l'adoption progressive et évolutive d'une pensée rigide, vérité absolue et non négociable, dont la logique structure la vision du monde des acteurs, qui usent pour la faire entendre de répertoires d'action violents, le plus souvent au sein de structures clandestines, formalisées ou virtuelles, qui les isolent des référents sociaux ordinaires et leur renvoient une projection grandiose d'eux-mêmes » (2016 p.712).

Si la deuxième peut nous sembler plus complète ou complexe (dans la mesure où elle ajoute des éléments supplémentaires qui, comme nous le verrons, concordent avec les idées développées plus loin dans ce texte), nous voyons que ces deux définitions mettent en évidence l'imbrication d'une dimension idéologique, voire cognitive, d'une part, et de l'autre sur des modalités d'action qui font usage de la violence.

Une des questions soulevées par l'enjeu de la radicalisation est de comprendre pourquoi des individus se radicalisent dans le cadre de nos sociétés démocratiques. L'objectif ici n'est pas d'ordre normatif, soit de comparer la moralité de l'ordre dominant avec celle des principales idéologies contestataires, mais de comprendre les conditions qui amènent un individu à choisir cette voie. Sans remettre en question la dimension éthique d'un tel phénomène, nous proposons dans ce texte un questionnement de nature scientifique. Un premier réflexe serait de réfléchir sur les facteurs qui contribuent à l'adhésion d'un groupe d'individus à une idéologie radicale et, par la suite, voire comment cette adhésion se traduit en action violente. Si l'ensemble des experts reconnaît la radicalisation comme un processus, elle demeure néanmoins un phénomène complexe. Le processus de la radicalisation ne peut être compris avec un schéma de causalité simple, mais plutôt comme un processus émergent, c'est-à-dire une réalité dans laquelle plusieurs facteurs s'entrecroisent. Il n'y a pas un modèle mécanique qui explique parfaitement le phénomène, et qui serait démontrable statistiquement. Il n'y aurait pas non plus de profils types, tout au plus, certaines trajectoires communes. Plusieurs auteurs parlent aussi d'un phénomène non linéaire (Campana, 2018, Khosrokhavar 2014, Le Conseil du statut de la femme, 2016), ou comme « un mouvement dynamique qui peut être compris comme [...] une série de transformations objectives et subjectives par étapes donc la dernière n'était pas forcément contenue et annoncée par la première » (Collovald et Gaïti, 2016, p.22).

Pour notre part, et pour reprendre les mots de Mauss, la radicalisation peut être défini comme un fait social total, soit comme un phénomène d'une grande complexité qui doit être appréhendé autant dans sa dimension sociale que cognitive. Par social, nous entendons que c'est l'ensemble des institutions sociales (politiques, économiques, éducatives, culturelles et médiatiques) qui peuvent contribuer à l'émergence de ce phénomène. Cette dimension peut aussi dépasser le cadre national. Le contexte international et géopolitique peut également contribuer aux différentes formes de radicalisation. Par exemple, François Burgat (2016) propose de comprendre l'islam politique comme une réponse à l'histoire et aux politiques impérialistes de l'Occident envers le monde arabo-musulman. Néanmoins, pour comprendre notre objet dans ce champ des possibles, l'influence du social, dans son sens large, doit également s'imbriquer dans une compréhension des processus cognitifs et psychologiques des individus radicalisés. C'est dans cette perspective que nous pouvons comprendre l'aspect émergent du phénomène, c'est-à-dire comme le produit d'un ensemble de facteurs qui à la première vue semble nécessairement bigarré, mais aussi par « le refus des hiérarchies

prématurées dans l'explication de phénomènes qu'on ne sait pas encore décrire intégralement » (Tarot, 1996, p.78)¹.

Pour comprendre la radicalisation, Khosrokhavar privilégie une perspective subjective plutôt qu'une approche objective. Cette perspective ne doit pas être comprise comme une démarche militante ou normative. Il faut comprendre cette position par la reconnaissance des difficultés d'établir une causalité statistique significative entre des facteurs objectifs, par exemple le chômage, la discrimination ou la politique pro-israélienne des États-Unis. Sans nier l'influence possible de ces facteurs, les actions radicales conduisant à la violence sont, d'un point de vue statistique, très marginales. Dans ce sens, beaucoup d'individus ayant des conditions de vie objectivement similaires pourront ne pas choisir cette voie. Pour saisir la complexité de ce phénomène, il nous faut donc comprendre le sens que donne l'acteur de son expérience. Cette approche compréhensive, que nous pouvons associer à Max Weber, nous invite à considérer le « pourquoi » l'individu adhère plutôt que de chercher le comment. Selon les mots de Khosrokhavar : « la sensibilité du sociologue [ou du chercheur] se déplace vers l'individu, sa subjectivité, les modalités de sa subjectivation et de son adhésion au groupe ainsi que vers l'interaction du groupe et de l'individu dans un jeu de miroirs où intervienne la psychologie individuelle, mais aussi la dynamique de groupe, le charisme du chef et l'intensité de l'attachement à lui et aux idéaux professés par le groupe » (2014, p.17). Autrement dit, pour rendre intelligible l'ensemble des dimensions pouvant contribuer à la radicalisation d'un individu, tout en restant fidèle à l'aspect émergent (ou fait total) du phénomène, l'analyse ne peut faire l'économie de la compréhension et l'interprétation que fait l'acteur de ses expériences et le contexte social (qui lui peut être défini objectivement) où celles-ci s'expriment.

2. Niveau individuel

Dans un premier temps, nous aborderons les facteurs dits individuels, soit ceux que nous pouvons associer aux caractéristiques des individus ayant adhéré à une idéologie radicale ou ayant passé à l'acte. La première constatation, comme nous l'avons déjà exprimé, concerne la grande hétérogénéité des profils. Il y aurait, selon Chevrier-Pelletier et Madriaza (2016), peu de consensus parmi les chercheurs intéressés par les caractéristiques individuelles objectives des radicalisés. Par exemple, certaines études (Gartenstein-Ross et Grossman, 2009) montrent « que les extrémistes avaient un faible niveau d'éducation et de parcours professionnelle » (Chevrier-Pelletier et Madriaza, 2016, p.17). Une recherche réalisée par Marc Hecker, avec 137 individus condamnés en France pour activités en lien avec djihadisme, présente des conclusions similaires (2018). D'autres auteurs présentent des résultats opposés. Nous pouvons penser à la célèbre étude de Marc Sageman (2005) qui notait que la majorité des biographies des

¹ Cité dans Thierry Wendling, « Us et abus de la notion de fait social total » Revue du Mauss, 2010 #2 no.36. p. 87-99.

terroristes qu'il a étudiées provenait essentiellement de familles des classes moyennes ou aisées, qu'ils avaient majoritairement fréquenté l'université et qu'ils avaient des métiers avec des responsabilités. La pauvreté ou la désaffiliation sociale, au sens d'une incapacité de l'acteur d'avoir un emploi stable et des relations sociales signifiantes (famille, amis), ne constitue donc pas une condition obligatoire pour entrer dans un processus de radicalisation.

Néanmoins, sans affirmer que cette catégorisation est statistiquement significative, il faut reconnaître que certains extrémistes ont un parcours de vie difficile, voire de marginalité sociale. L'exemple de Mohamed Merah (2012), des Frères Kourachi et d'Amedy Coulibaly (2015) qui ont commis des attentats importants en France, ont tous un historique de délinquance notoire (Emmanuel Jovelin, 2016, p. 59). Au Canada, Michael Zehaf-Bibeau, attentat d'Ottawa (2014) ou André Poulin, alias Abu Muslim, connu pour sa vidéo diffusée par les organes de propagande de l'État islamique dans laquelle il se présentait comme un bon Canadien qui aimait le hockey, auraient aussi, selon Fabrice de Pierrebouurg (2015), un passé de petite délinquance reconnu ainsi que des problèmes familiaux, ce qui rejoint des observations faites en France (Thomson 2016). Au-delà de la condition objective d'exclusion, le processus de radicalisation semble émerger d'un sentiment de crise. Martin Rouleau, qui a percuté avec sa voiture trois militaires à la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, causant la mort de l'adjudant Patrice Vincent, n'avait pas le même passé que ses deux compatriotes, mais il avait connu à la fois un échec en affaire et avec son couple.

Selon Alessandro Orsini (2016-2017), un trait commun aux terroristes qu'il a interviewés concerne ce sentiment de traumatisme. L'auteur parle d'une expérience psychologique qui amène l'individu à remettre en question ses certitudes passées et à s'ouvrir cognitivement à un discours radical. Il faut insister sur l'idée de sentiment, soit de perception. Nous devons garder en tête la nécessité d'une lecture subjective plutôt qu'objective de cette dimension. L'idée n'est pas de déterminer a priori ce qui constitue une expérience ou une condition de vie traumatisante. Nous devons plutôt chercher à comprendre comment l'individu interprète son existence. Un cas présenté par Orsini concerne Mohammad Youssef Abdulazeez, un ingénieur diplômé de 24 ans qui tua cinq soldats (quatre selon le New York Time et le Guardian) aux États-Unis en 2015. En effet, selon les témoignages de certains membres de sa famille : « Avant d'embrasser l'idéologie jihadiste, Abudulazeez était convaincu que sa vie n'avait aucune valeur » (p. 784). Il est vrai que cet individu avait vécu de nombreux licenciements et vivait des problèmes interpersonnels importants, mais cet individu n'était pas sans ressources. Sa famille était très bien établie et intégrée à la communauté de Chattanooga au Tennessee². Abdulazeez ne correspondait pas au stéréotype d'un jeune désœuvré vivant dans un ghetto urbain. Malgré tout, celui-ci ressentait ce sentiment de vivre une vie sans valeur. Comme nous le rappelle David Le Breton (2016), pour qui « l'engagement djihadiste est une réponse au sentiment

² The Guardian, Mohammad Youssuf Abdulazeez: everything we know about the Chattanooga gunman. <https://www.theguardian.com/us-news/2015/jul/16/chattanooga-shooting-mohammad-youssuf-abdulazeez>,

personnel d'insignifiance », la réussite matérielle ne constitue pas une garantie d'un non-engagement, « l'individu peut rester sur sa faim quant à la valeur sur sa vie ou sa nécessité sociale » (p.86).

Si certains auteurs établissent des liens avec le processus de radicalisation et la souffrance psychique ou la fragilité psychologique (Ben-Cheikh et al. 2019), la radicalisation ne doit pas être comprise comme une manifestation d'une maladie mentale dans le sens strict du terme. Le radicalisé ne souffre pas d'une maladie qui le pousse à commettre des actions violentes ou, dans une moindre mesure, à adhérer à une idéologie extrémiste par la suspension de ses capacités cognitives. D'un point de vue médico-légal, celui qui tue en raison d'une idéologie politique possède les capacités cognitives pour comprendre l'impact de ses actions. Même s'il rejette les principes moraux acceptés par la société, il demeure responsable de ses actes au sens juridique du terme. Par exemple, Alexandre Bissonnette reconnu coupable du meurtre de six personnes dans une mosquée en janvier 2017 à Québec a reçu une évaluation psychiatrique confirmant ses pleines capacités cognitives lors de l'attentat perpétré.

La pensée extrême, même si elle implique une forme d'incompréhension du commun des mortels, doit être considérée comme une pensée rationnelle, c'est-à-dire qu'elle possède une cohérence interne. L'extrémiste comme tout être rationnel utilise certains moyens pour atteindre ses fins ou pour agir conformément à ses valeurs. Certains auteurs proposent une théorie du choix rationnel pour comprendre l'action radicale (Gambetta, 2005). L'action terroriste sera désignée comme la meilleure stratégie politique surtout lorsque la structure d'opportunité ne permet pas un affrontement militaire classique ou le jeu démocratique. Selon Bronner (2015), une des spécificités de la pensée extrême concerne le caractère inconditionnel de sa croyance. Par inconditionnel, Bronner exprime l'idée que le croyant accepte de suivre sans compromis sa croyance, même si la conclusion logique de celle-ci l'amène à agir contre son intérêt personnel (la mort) ou à l'encontre d'autres valeurs importantes (le respect de la vie d'autrui).

L'adhésion à une pensée extrême peut prendre différents chemins. L'un d'entre eux évoqué par de nombreux chercheurs sur la radicalisation (Bronner, Khosrokhavar, Le Breton, Crettiez, Lindhman, Crewshaw) concerne un sentiment de frustration ou de l'humiliation ressentie. Selon Khosrokhavar (2015), l'individu qui se radicalise vit toujours une forme d'injustice, une humiliation vécue, causée, du moins selon son point de vue, par un système ou une société oppressive. Cette frustration peut également être comprise dans une perspective relative. Comme l'énonçait Ted Gurr dans les années 1970, la frustration n'est pas le produit direct d'une condition de vie misérable que l'on pourrait déterminer avec un seul indicateur, mais davantage le résultat d'un écart entre ce qu'un individu attend à un moment donné et ce qu'il considère comme en droit d'attendre de sa condition et de sa société (Neveu, 2011). Cette notion de frustration relative peut nous aider à comprendre la présence importante d'immigrants de deuxième génération dans les groupes radicaux islamistes (Chevrier-Pelletier et Madriaza, 2016,

Roy, 2016). Ayant été scolarisés et socialisés dans leur société d'accueil, les enfants d'immigrants seraient moins enclins à accepter une marginalisation économique que leurs parents (Kepel, 2015).

Néanmoins pour que cette frustration devienne un facteur de radicalisation, il faut que cette marginalisation perçue soit également associée à un groupe d'appartenance ou, pour reprendre le célèbre concept de Benedict Anderson (1983, 2007), à une communauté imaginaire. L'incapacité de l'individu à recevoir les gratifications qu'il croit en droit de recevoir de la société n'est pas liée à une incapacité individuelle, mais le résultat perçu d'une volonté politique ou d'un ennemi commun qui marginalise l'individu, mais aussi son groupe d'appartenance. On comprendra pourquoi on caractérise les idéologies radicales comme un discours victimaire. Nous pouvons inclure autant l'idéologie djihadiste pour laquelle la communauté de croyants (l'Oumma) est persécutée par un Occident impie et islamophobe que celle d'un discours d'extrême droite, à la manière d'un Anders Behring Breivik pour qui l'Europe chrétienne est victime de régimes culturellement marxistes et multiculturalistes complices devant une invasion islamiste. S'il est vraisemblable d'admettre qu'un effet de compensation lié à une situation de frustration individuelle puisse aider à comprendre la radicalisation de certains individus. Certains exemples, par ailleurs, invitent à croire que l'adhésion peut aussi s'opérer simplement par un fort sentiment d'appartenance à un groupe ou à la cause. Nous pouvons penser au mouvement anarchiste russe ou communiste de la fin du XIXe siècle qui contenait dans leur rang des individus engagés qui provenaient des classes privilégiées. On peut également prendre l'exemple d'Oussama Ben Laden issu d'une riche famille saoudienne. Pour reprendre la réflexion de Durkheim sur le suicide, certains individus peuvent accepter de sacrifier leur vie par un excès d'intégration, non à leur société, mais à leur groupe d'appartenance. Il est possible qu'un processus similaire soit à l'œuvre pour certains cas de radicalisation.

3. Niveau interpersonnel et idéologique

Sur un autre plan, certains auteurs se sont intéressés à l'influence du groupe ou de l'organisation sur l'engagement radical. Plus précisément, certains auteurs (Elorza, Blom et Gayer) vont présenter la socialisation comme un facteur d'adhésion d'un individu à une vision radicale et à l'acceptation de celui-ci à la lutte armée comme un moyen politique légitime. Notre compréhension et l'interprétation du monde que nous avons est aussi le résultat d'un apprentissage, plus ou moins conscient, réalisé par les relations qui nous sont les plus significatives (parents, amis ou autres personnes qui exercent un ascendant sur l'individu). C'est par l'entremise de ces liens que nous sommes exposés à certaines croyances, que nous sommes amenés à partager des raisonnements et à valider leur argumentation. Crettiez (2011, p.53) relève que dans nombreux contextes distincts l'influence familiale est déterminante dans l'action violence. Par exemple, il note qu'une recherche effectuée par Florez Morris, sur trois groupes armés d'extrême gauche en Amérique latine, présentait l'influence familiale comme un facteur déterminant d'engagement pour près d'un quart de ceux interrogés par le chercheur.

Que cette influence soit de nature familiale ou autre, on peut comprendre que c'est la fréquentation de milieux où la violence est encouragée qui rendra légitimes les positions que nous jugerons radicales. Les recherches d'Atran (2016) et de Sageman (2005) mettent davantage l'accent sur l'importance des relations amicales dans l'engagement djihadiste. Pour le deuxième, le poids du groupe serait plus déterminant que les convictions religieuses.

Bronner (2016), qui parle d'une adhésion par transmission, utilise le concept de monopole cognitif pour expliquer l'influence potentielle du groupe sur notre compréhension du monde. Par son insertion au sein d'un groupe et de son univers argumentatif, l'individu peut se soustraire aux croyances concurrentes. Cette logique semble similaire à ce que l'on observe dans les phénomènes sectaires où l'appartenance à un groupe fermé et clandestin peut favoriser une vision paranoïaque qui isole leurs membres de l'influence régulatrice de la société. Cette logique maintient l'individu dans un carcan cognitif strict qui limite les remises en question ou les doutes qui auraient pu être provoqués (Orsini, 2016, p.784). Cette rupture peut être encouragée par le groupe, mais aussi exprimer, selon Orsini, la volonté de l'individu éprouvant un sentiment de « recouvrement identitaire », soit d'avoir trouvé sa véritable identité ou une nouvelle identité. Dans cette perspective, il n'est pas rare de voir l'adoption d'un nouveau pseudonyme qui marque la nouvelle appartenance. Cette expérience peut également produire une forme d'extase fusionnelle où l'individu s'isole de son plein gré pour éviter toutes formes de contestations qui viendraient briser ce sentiment de réconfort offert par un discours clair rempli de certitudes. De plus, l'isolement sectaire en petit groupe favorise une vision binaire du mode (eux contre nous) qui déshumanise l'autre en offrant au groupe un rôle salvateur et éloignant de toute considération l'adversaire désigné.

Pour réussir l'adhésion, l'organisation ou le groupe doit aussi fournir un cadre interprétatif (une idéologie) qui donne des réponses satisfaisantes à l'individu. Les organisations offrent une grille de lecture qui permet à leurs membres de comprendre leur situation personnelle, surtout s'ils vivent une forme de crise ou une frustration. Cette grille leur offre une voie à suivre qui lui donnera un sens à sa vie. Si le groupe promeut une idéologie radicale, elle doit présenter une justification intellectuelle qui autorise le passage à l'acte violent. Cette idéologie va chercher à « confirmer aux yeux du militant une situation d'injustice ou d'oppression et permet d'alimenter des émotions négatives (la haine, l'hostilité, l'indignation) à l'encontre d'un groupe jugé responsable » (Crettiez, 2011, p.56). Cette théorie du cadrage, selon Guibet Lafaye (2016), met l'accent sur la mise en commun de l'intersubjectivité des individus. Les radicaux construisent leur propre réalité et trouvent dans cet édifice les règles qui régissent leur vie et les solutions nécessaires pour transformer le monde. Au-delà de la « résonance avec l'expérience vécue par l'acteur » et de la « résonance émotionnelle » vécue par ce sentiment d'indignation, ce cadre de compréhension partagée doit également être en phase « avec le terreau culturel ». La cohérence du cadre doit donc être évaluée dans le contexte d'une culture particulière, c'est-à-dire en relation avec des valeurs et des traditions partagées dans la société. Il nous semble raisonnable d'affirmer que l'idéologie, qu'elle soit de type religieux ou séculier (nazisme ou communisme), reste avant tout un projet politique. Néanmoins, pour mobiliser, elle doit

nécessairement puiser à l'intérieur de certains principes moraux déjà existants dans l'environnement culturel. Elle doit trouver une critique de la société et proposer un autre ordre social, un idéal à atteindre. Une utopie qui, pour être érigée, doit passer par la destruction du vieux monde. Que les porte-étendards évoquent la Raison, Dieu ou la Nation pour légitimer leur projet, une forme d'inconditionnalité ou de sacré accompagne ces projets politiques pour convaincre leurs adhérents de la « nécessité impérieuse d'agir pour accompagner un changement salutaire » (Crettiez, p.56). Nécessité impérieuse qui implique, parfois, la violence et la perte de vies. Le respect de la vie étant une valeur fondamentale des sociétés humaines, il faut donc un arsenal d'arguments rendant acceptable aux yeux des croyants une action politique qui cause la perte de vies humaines.

Pour conclure cette partie, nous mentionnerons l'effet de compétition intragroupale (Collier et Horowitz, 1989). Selon cette approche, les membres d'une cellule sont d'une certaine façon en compétition les uns envers les autres, chacun souhaitant démontrer sa valeur par la sincérité de son engagement. Dans certaines conditions, cet effet peut produire une surenchère où celui qui affiche la plus grande radicalité recevra, de ses pairs, davantage de reconnaissance. On comprendra l'interprétation de Gayer à propos de mouvement politique sikh AISSF (The All India Sikh Students Federation) pour qui : « le problème du martyr c'est que tout le monde veut y accéder et que cela finit par devenir une affaire de prestige individuel » (2008, p. 286). Dans une logique similaire, on peut aussi faire un lien avec le phénomène tout aussi connu du zèle du converti. Ce dernier sera avide d'afficher la sincérité de son engagement par une ferveur qui ne doit laisser aucun doute à ses camarades.

4. Niveau macrosociologique

Pour compléter cette réflexion, la dimension macrosociologique du phénomène de la radicalisation sera abordée. En d'autres mots, comment le contexte social contemporain peut-il nous aider à comprendre l'essor des mouvements désignés par radicaux. Avant de réfléchir sur les causes possibles, il nous apparaît propice de débiter par un constat empirique : la radicalisation menant à des actions violentes n'est pas une réalité récente. Même si le sens commun nous donne l'impression d'un accroissement des fatalités causées par des attentats terroristes, les statistiques nous offrent un portrait différent. Par exemple, le Monde relevait des statistiques du *Global terrorism database* qui montraient que l'Europe avait eu davantage de mortalité dans les 15 dernières années du XXe siècle que dans les 15 premières du XXIe. Le même constat peut être fait au Canada. Selon le TSAS (Canadian network for research on terrorism security and society), sauf exception d'un épiphénomène en 1985 où l'explosion en plein vol d'un avion causa la mort de 329 passagers, les attentats terroristes et les décès causés par ces actions ne sont pas en hausses, elles restent, somme toute relativement stables, même en régression si on les compare aux années 60.

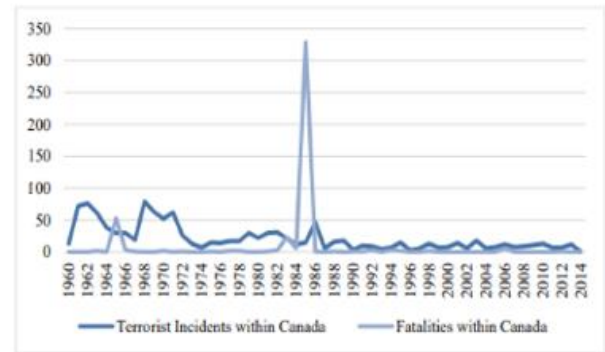
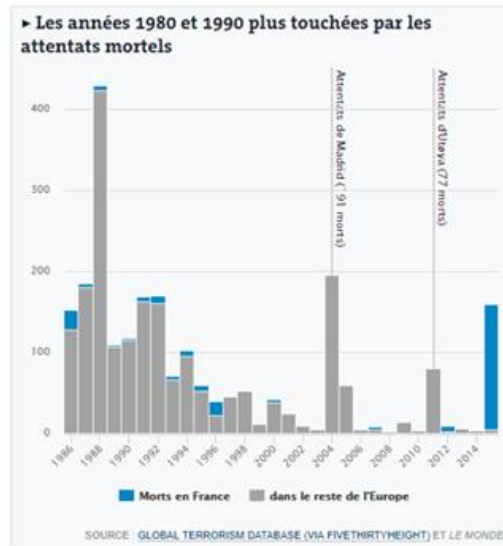


Figure 2. Terrorist Incidents and Fatalities within Canada, 1960-2014

Selon Rapoport (2004), le terrorisme moderne débute en 1880 en Russie avant de se répandre en Europe occidentale et en Asie. Cette première vague anarchiste, fut suivie d'une nouvelle vague anticolonialiste ou de libération nationale qui aurait débuté dans les années 20 et qui aurait été remplacée à son tour, à la fin des années soixante, par la « vague de la nouvelle gauche ». On peut y associer, par exemple, le Sentier lumineux au Pérou ou la Bande à Baader en Allemagne. Nous serions présentement, selon cet auteur, dans une quatrième vague qualifiée de religieuse. Évidemment, le lien avec l'islam politique et la mouvance jihadiste vont de soi. Néanmoins, l'auteur présente également des mouvements terroristes sikhs, Juifs, voire chrétiens comme le mouvement américain « Christian Identity ».

Même si l'utilisation académique du concept de radicalisation reste relativement récente, les actions violentes motivées par des considérations politiques semblent être une réalité récurrente aux sociétés modernes. Gardons à l'esprit que les sociétés européennes ont connu des révolutions importantes et que l'Ancien Monde fut renversé aussi par la violence. Mentionnons également que la notion de terrorisme « est apparue durant la Révolution française pour désigner une technique de gouvernement basée sur la violence et la terreur » (Campana, 2018, p.9) avant d'être employée pour désigner certains groupes non-étatiques. La notion de modernité dans les sciences sociales désigne aussi un moment où les sociétés croient que l'ordre social n'est plus donné par la volonté divine, mais le produit de l'Homme; que la raison, émancipée de la tradition et des superstitions, est en mesure de transformer et améliorer la société. On comprendra que la violence politique pourra sembler légitime pour celui investi de cette soif de changement, surtout si ceux qui s'opposent à son projet sont perçus comme des réactionnaires soucieux de préserver leurs privilèges au détriment du bien commun. D'une certaine façon, on peut concevoir cet esprit moderne comme une première condition de l'émergence de la pensée radicale.

Au-delà de la croyance au progrès social, plusieurs auteurs du XXe siècle (Durkheim, Mauss, Elias, Arendt) vont décrire la modernité comme un processus qui produit chez les individus une plus grande conscience de leur singularité. En d'autres mots, la modernité est aussi corolaire d'un processus d'individualisation. Malgré les liens d'interdépendance qui lient les individus les uns aux autres, la conscience individuelle tend à se concevoir d'une manière autonome, elle souhaite s'affranchir des contrôles autoritaires ou traditionnels, rendre l'individu maître de lui-même. On pourrait dire que le croire s'individualise. Si nous chérissons cette liberté, si nous acceptons ce pluralisme des croyances, nous pouvons néanmoins nous interroger sur l'impact de cette évolution. Durkheim (1893) proposa le concept d'anomie sociale pour illustrer cet affaiblissement des règles qui régissent la société moderne et qui est responsable, selon lui, d'une souffrance particulière, produisant un mal de vivre propre à la société moderne. À l'instar de Farhad Khosrokhavar qui utilise également ce concept pour contextualiser le processus de radicalisation, il nous semble pertinent de réfléchir sur cet aspect. En effet, si tel que le croit Nietzsche, l'homme recherche des réponses existentielles à son existence, mais que la société moderne ne fournit plus un cadre normatif assez puissant pour répondre à ces interrogations, il est possible de comprendre, d'une certaine façon, la radicalisation comme une recherche de sens ou pour reprendre les mots de Weber, pour contrer le désenchantement du monde. Les idéologies radicales peuvent avoir une fonction compensatrice. Selon Orsini, le processus de radicalisation de Mohammed Merah, responsable des attentats de Toulouse et de Mautauban en mars 2012, a débuté en prison après une crise existentielle qui le conduira à une tentative de suicide.

Devant le relativisme qui règne dans nos sociétés, une cause « noble » remplie de certitudes peut aussi être comprise comme une réaction à ce vide, à ce besoin de sens. Comme l'affirme Jeffrey (2016, p.12) : « Plusieurs chemins mènent à la radicalisation religieuse. Il y a notamment ces individus désillusionnés et en profonde crise identitaire qui cherchent une bouée de sauvetage dans une cause absolutiste en vue de trouver un sens à leur existence. » Dans cet ordre d'idées, Martin Geoffroy (2019) souligne l'importance du sentiment religieux dans le processus de radicalisation. S'il est vrai que la réponse humaine au sacré est ambivalente, la religion par sa capacité « d'inspirer l'extase » donne aux croyants « des systèmes de sens ultimes » qui offre une justification transcendante à leurs actions. Pour cet auteur, « l'émergence de formes intransigeantes du religieux [...] est une réaction au relativisme contemporain des valeurs » (p.10). Plus précisément, le discours religieux n'étant plus interprété ou tempéré par une culture commune forte (déculturation), celui-ci peut être détourné et instrumentalisé par des groupuscules à des fins politiques, voire radicales.

Pour certains théoriciens de la modernité, tels que Christopher Lash (1979), la modernité se définit davantage par la production d'un individu narcissique. Orphelin des héritages du passé, coupé des aspirations collectives, l'individu moderne se perçoit comme le centre du monde. Pour reprendre les mots de Marcel Gauchet, il est « un individu pur, ne devant rien à la société, mais exigeant tout d'elle. L'obligation collective et l'inscription historique tendent à devenir purement et simplement impensables » (2003, cité par Le Breton, 2016, p. 107). Le champ

d'action des acteurs n'est plus seulement investi par la recherche des droits entre citoyens égaux, mais surtout par la recherche de la reconnaissance de son égo. La société contemporaine est un monde de plus en plus individualiste où l'individu est responsable de ses succès, mais où les insuccès et le rejet sont vécus comme une insulte.

Dans une filiation similaire, David Le Breton voit dans le djihadisme « l'affirmation d'une « virilité » liée à la violence, au mépris des femmes et « des efféminés », [...] la certitude au moins d'avoir une valeur personnelle aux yeux des autres garçons en dépit des circonstances » (2016, p.99). Dans ce contexte, le radicalisé ne voit plus sa mort comme un échec, mais comme la manifestation de son courage, de sa supériorité. Selon Le Breton, le djihadiste ne craint pas la mort, elle est une exaltation, une possibilité de devenir un surmâle, contrairement aux Occidentaux qui, eux, sont attachés à la vie, les rendant, par le fait même, faibles, voire méprisables. Il serait faux de croire que cette pulsion de mort n'est l'apanage que des djihadistes, elle peut également être transposée dans d'autres registres idéologiques. Mourir pour une cause est perçu souvent comme une forme d'abnégation, l'intérêt de la cause ou du groupe passerait au-devant de l'intérêt individuel, donc égoïste. Pourtant celui qui trépassé ainsi s'offre la reconnaissance de ses pairs, il est un héros, un martyr. Il a démontré sa valeur, il peut être admiré. Dans ce sens, il serait pour nous erroné de confondre une mort qui se donne en spectacle avec une forme d'abnégation ou de don de soi. Il nous semble plus opportun, dans ce cas précis, de proposer une lecture inverse; ce n'est pas le devoir qui pousse à la mort, mais la soif de reconnaissance qui en est le moteur. Il faut retenir que ce désir de reconnaissance n'est pas seulement une caractéristique individuelle, elle doit également être comprise comme une trame de fond de nos sociétés contemporaines. Nous n'affirmons pas que ce désir soit exclusif à notre époque, mais que le contexte social contemporain contribue certainement à sa plus grande expression. À la suite d'entrevues réalisées par de jeunes Belges engagés en Syrie, Vincent Gaulejac et Isabelle Seret arrivent à une conclusion similaire, soit que ce l'engagement djihadiste est une réponse à ce vide de sens, « une tentative de renversement pour passer d'une vie fade [...] à une vie qui débouche sur un avenir glorieux » (2018, p.180).

Pour compléter cette partie de notre exposé, nous aborderons Internet comme dernier facteur macrosociologique. Au-delà de sa capacité à exacerber notre « pulsion narcissique », cette technologie a été investie par des mouvances de divers horizons politiques. Souvent présenté comme une arme de propagande de Daesh, l'Internet avait déjà employé par les groupes d'extrême droite dans les années 1990. Par exemple, Tom Metzger, membre du Klu Klu Klan et fondateur du White Aryan Resistance, avait créé en 1995 un site internet pour diffuser son idéologie suprématiste (Campana, 2018, p.73). D'un point vu opérationnel, Internet déterritorialise l'influence des réseaux interpersonnels, l'individu peut se radicaliser sans jamais avoir rencontré directement, en face de lui, un agent de radicalisation. Il ne faut pas comprendre la figure du loup solitaire comme un individu qui s'est radicalisé sans influence extérieure. Malgré leur isolement apparent, Internet a joué pour certains un rôle important en les intégrant à des communautés de croyants virtuelles « qui peuvent jouer le rôle de

facilitateurs, en donnant accès à un discours ou des savoir-faire, ou en soutenant concrètement les desseins de l'individu » (Campana, 2018, p.61).

Un autre impact de l'Internet a été soulevé par Bronner dans son livre sur la Démocratie des crédules (2013). Selon ce dernier, Internet favorise la propagation des croyances fausses telles que les théories du complot qui alimentent les mouvements extrémistes. En partie le résultat d'une forme d'avarice intellectuelle, soit d'une propension de l'esprit à s'accommoder d'une croyance valable, mais qui peut être fausse, Internet amplifie le biais de confirmation du croyant. Ce biais exprime l'idée qu'habituellement un individu souhaite conforter ses croyances et recherche ainsi les informations qui vont les confirmer. Plus il consultera les sites en harmonie avec celles-ci, plus les algorithmes de recherche lui en proposeront de nouveaux, le gardant dans un carcan cognitif qu'il aura lui-même choisi. Les opinions concurrentes ou les faits qui heurtent ses certitudes seront rejetés, preuve d'une conspiration ou, au mieux, la manifestation d'esprits aliénés par le Grand Capital, le multiculturalisme ou par les mœurs dépravées d'un Occident impie. Pour le meilleur ou pour le pire, Internet est un nouvel espace de discussion et un lieu de mobilisation qui joue un rôle dans la diffusion des discours radicaux.

Conclusion

Cette réflexion avait pour double objectif de présenter à la fois une définition qui permettait de clarifier le phénomène de la radicalisation et les différents facteurs recensés dans la littérature qui expliquent son émergence. S'il est vrai que le concept a souvent produit des amalgames stigmatisants, nous pouvons réduire cet effet en appuyant l'idée que la radicalisation est avant tout la combinaison de deux éléments. Le premier se caractérise par l'adoption d'une idéologie contestataire qui vise à renverser l'ordre social ou instaurer un changement profond dans la société. Le deuxième aspect implique l'utilisation de la violence comme stratégie politique. Nous n'avons pas précisé à partir de quel moment la violence utilisée deviendrait un signe de radicalisation. Si certains peuvent croire, par exemple, que le vandalisme est une forme de violence, nous croyons plus approprié d'inclure davantage la violence envers des individus, surtout et spécifiquement si elle implique le meurtre. La radicalisation reste une réalité qui peut être interprétée différemment, selon la culture de l'observateur, car elle implique une transgression de normes qui elles sont toujours particulières à un contexte social particulier. Nos sociétés acceptent une grande diversité des opinions politiques ou des croyances religieuses, voire existentielles. Cependant, un consensus semble néanmoins exister concernant le droit à la vie. Dans ce sens, la transgression de cette norme, ou le souhait de la transgresser pour des motifs politiques, pourra nous donner une balise solide pour déterminer la radicalisation d'un individu ou d'un groupe.

Pour saisir le processus de la radicalisation, nous avons structuré notre développement en trois niveaux d'explication. Malgré la diversité des caractéristiques et des parcours individuels, une constante importante serait le sentiment de frustration et d'humiliation perçue. Ce sentiment

peut être transposé à un groupe ou à une communauté d'appartenance. Sur un autre plan, l'individu sera influencé par un groupe ou une organisation qui lui offrirait une idéologie lui fournissant les réponses qui lui sembleront cohérentes avec ses expériences. L'idéologie doit trouver un système de justification et désigner un groupe responsable des souffrances causées envers sa personne, mais aussi envers sa communauté d'appartenance. Pour compléter le portrait, la dimension macrosociologique a également été mobilisée. L'évolution des sociétés modernes peut contribuer, malgré elle, à la radicalisation de certaines franges de sa population. En effet, le relativisme ambiant causé par l'effritement des garants métasociaux ouvre un vide de sens qui peut, en partie, se voir combler par des discours radicaux qui malgré leur simplicité offrent un cadre, des certitudes. La recherche de la reconnaissance ne peut également être écartée comme motif de l'action. L'individu moderne recherche également sa renommée, il veut être admiré. Ce trait ne peut seulement être compris comme une caractéristique individuelle. Notre société semble se structurer devant cet impératif, l'individu moderne ne souhaite pas seulement que les lois le rendent invisible aux discriminations, il veut que la société reconnaisse, voire célèbre, sa différence. Son bonheur est un droit et l'horizon indépassable de ce qu'il exige de sa société. Dans un tel contexte, les déceptions ne peuvent qu'être grandes. La mort produite par le radicalisé est une revanche à un monde qui offre des promesses qui ne peuvent être tenues. Pour que certains individus soient reconnus et vénérés, ne faut-il pas un océan d'individus anonymes. La radicalisation ouvre la voie directe à la reconnaissance, à la célébrité. Nul besoin d'un talent exceptionnel, la location d'une fourgonnette est la seule qualité nécessaire pour faire les premières pages des quotidiens du monde entier.

Le thème de la déradicalisation n'a pas été abordé dans ce texte. Pour l'instant, les projets de déradicalisation en France n'ont pas été jugés efficaces. Pour certains, ces tentatives ont été un véritable fiasco (lefigaro.fr, 2017). Les tentatives dans d'autres pays, tels que la Suède, semblent aller dans le même sens (lavie.fr, 2017). Sans clore ce débat, nous concluons en jetant un pavé dans la mare. Peut-être qu'il est contreproductif de vouloir déradicaliser les individus. Ce ne sont pas les idées radicales qu'il faut combattre, mais leur traduction dans des actions violentes. Notre société n'est pas une organisation sans contradiction, de nombreux défis et enjeux continueront de se poser. Il faut peut-être offrir de la place à des idées radicales, à des idées alternatives qui remettent en question certaines manières de faire ou certaines conceptions que nous tenons pour acquises. Pour contrer la radicalisation menant à la violence, il faut peut-être plus de radicalité, mais une radicalité constructive qui mobilise les forces du changement pour construire un monde meilleur qui offre davantage d'équité et de fraternité.

Bibliographie

« Terrorisme en Europe : moins de morts au XXI^e siècle que dans les années 1980 et 1990 » Le Monde.fr, 17 novembre 2015, [En ligne] http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/11/17/terrorisme-en-europe-moins-de-morts-au-xxie-siecle-que-pendant-les-annees-1980-et-1990_4811639_4355770.html

ANDERSON, Benedict, *L'imaginaire national : Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, Éditions La Découverte, 2007, p.224

ARENDT, Hannah. *La crise de la culture*, Paris, Gallimard, 1989, p. 384

ATRAN, Scott. « Genesis of Suicide terrorism », *Science, American Association for the Advancement of Science*, 2003, 299, pp.1534-1539

ATRAN, Scott. *L'État islamique est une révolution*, Paris, Éditions les liens qui libèrent, 2016, p. 160

CAMPANA, Aurélie. *L'impasse terroriste / Violence et extrémisme au XXI^e siècle*. Montréal, Éditions MultiMondes, 2018, p. 144

BENSLAMA, Fethi. *Un furieux désir de sacrifice. Le surmusulman*, Paris, Éditions Le Seuil, 2016, p. 160

BERGER, J.M. *Extremism*, Cambridge, The MIT Press, 2018, p.201

BOLTANSKI, Luc et Laurent THÉVENOT, *De la justification / Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991, p. 496

BOUDREAU, Philippe et Claude PERRON, *Lexique de science politique*, Montréal, 4^e édition, Chenelière Éducation, 2016, p. 232

BRONNER, Gérald. *La démocratie des crédules*, Paris, PUF, 2013, p. 360

BRONNER, Gérald. *La pensée extrême / Comment des hommes ordinaires deviennent des fanatiques*, Paris, PUF, 2016, p. 380

BURGAT, François. *Comprendre l'islam politique / une trajectoire de recherche sur l'altérité islamiste 1973-2016*, Paris, Éditions La Découverte, 2016, p. 312

CANADIAN INCIDENT DATABASE. [En ligne] <https://www.tsas.ca/canadian-incident-database/> (consulté le 6 juin 2018)

CHEVRIER-PELLETIER, Alexandre, et Pablo MADRIAZA. « Comment s'explique la radicalisation violente ? », *Sécurité et stratégie*, vol. 24, no. 4, 2016, pp. 14-21

COLLOVALD, Annie et BRIGITTE GAÏTI. « Chapitre 1. Questions sur la radicalisation politique » dans *La démocratie politique*, Paris, La dispute, 2006, pp. 19-45

COLLIER, Peter et David HOROWITZ. *Destructive generation / second thoughts about the sixties*, New York, Summit Books, 1989, p. 352

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME et CENTRE DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION MENANT À LA VIOLENCE. *L'engagement des femmes dans la radicalisation violente*. Québec, Conseil du statut de la femme, 2016, p. 117

CRETTEZ, Xavier. « « *High risk activism* » : essai sur le processus de radicalisation violente (première partie) », *Pôle Sud*, vol. 34, no. 1, 2011, pp. 45-60

CRETTEZ, Xavier. « « *High Risk Activism* » : *Essai sur le processus de radicalisation violente*. (seconde partie) », *Pôle Sud*, vol. 35, no. 2, 2011, pp. 97-112

CRETTEZ, Xavier. « Penser la radicalisation. Une sociologie processuelle des variables de l'engagement violent », *Revue française de science politique*, vol. 66, no. 5, 2016, pp. 709-727.

DE PIERREBOURG avec Vincent LAROCHE. *DJIHAD.CA / Loups solitaires, cellules dormantes et combattants*, Montréal, Les éditions La Presse, 2015, p. 304

DUPUIS-DÉRI, François, *La crise de la masculinité / Autopsie d'un mythe tenace*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2018, p. 320

DURKHEIM, Émile. *De la division du travail social*, Paris, Les Presses universitaires de France, 8^e édition, 1967, p. 476, [en ligne] http://classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim_emile/division_du_travail/division_travail.html (Page consultée le 03 juin 2018)

ELIAS, Norbert. *La société des individus*, Paris, Fayard, 1991, p. 303

HUBAC-OCCHIPINTI, Olivier. « Les terroristes anarchistes du XIX^e siècle », dans *Histoire du terrorisme / de l'Antiquité à Daech*, Paris, Fayard, 2015, pp. 151-174

GALLANT, Nicole. « Choix identitaires et représentations de l'identité », *Canadian Ethnic Studies*, 40(2), 2008, pp. 35-60

GARTENSTEIN-ROSS, Daveed et Laura Grossman. *Homegrown terrorits in the U.S. and U.K. / An Empirical Examination of the radicalization process, FDD'S Center for terrorism research*, Avril 2009, (http://www.defenddemocracy.org/content/uploads/documents/HomegrownTerrorists_USandUK.pdf)

GAMBETTA, Diego. *Making Sense of Suicide Missions*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p. 432.
GAYER Laurent, « Les milices du Khalistan, serviteurs et usagers de l'État », dans *Les Milices armées d'Asie du Sud. Privatisation de la violence et implication des États*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 267-294

DE GAULEJAC, Vincent et Isabelle SERET. *Mon enfant se radicalise / Des familles de djihadistes et des jeunes témoignent*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2018. P.285

GEOFFROY, Martin. « La part du religieux dans le processus de radicalisation », Manuscrit soumis, 2019, p.12

GLOBAL TERRORISM DATABASE. [En ligne] www.start.umd.edu/gtd/ (page consulté le 6 juin, 2018)

GYUBET LAFYE, Caroline. « Approche critique des sociologies de la radicalisation. *Forum de la DAP « Radicalisation violente, engagement et désengagement* », Oct 2016, Paris, France. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01381974>

HEGGHAMMER, Thomas. «The rise of Muslim foreign Fighters / Islam and the Globalization of jihad », *International Security*, Vol. 35, No. 3 (Hiver, 2010/11), p. 53-94

HOFFMAN, C. Davis, *Warriors and Prophets: The role of charismatic authority in the radicalisation towards violence and strategic operation of terrorist groups*, Thèse de doctorat (philosophie), Waterloo, University of Waterloo, 2015, p. 184

HECKER, Marc. « 137 nuances de terrorisme / Les djihadistes de France face à la justice », *Focus stratégique*, no 79, Avril 2018, <https://www.ifri.org/fr/publications/etudes-de-lifri/focus-strategique/137-nuances-de-terrorisme-djihadistes-de-france-face>

KEPEL, Gilles. *Terreur dans l'Hexagone / Genèse du djihad français*, Paris, Gallimard, 2015, p. 352

KHOSROKHAVAR, Farhad. *Radicalisation*. Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2014, p. 192

KHOSROKHAVAR, F., *Quand Al-Qaïda parle / Témoignages derrière les barreaux*, Paris, Grasset, 2006, p. 430

KOVACS, Stéphane. « À Pontourny, le fiasco de la déradicalisation », *Le Figaro*, 28 juillet 2017, [en ligne] <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2017/07/28/01016-20170728ARTFIG00296--pontourny-le-fiasco-de-la-deradicalisation.php>

LAHIRE, Bernard. *Pour la sociologie / Et pour en finir avec une prétendue culture de l'excuse*, Paris, Éditions La Découverte, 2016, p. 182

LASH, Christopher. *La Culture du narcissisme / La vie américaine à un âge de déclin des espérances*, Paris, Flammarion, 2018, p. 416

LE BRETON, David. « Le djihadisme comme rite de virilité » dans *Jeunes et djihadisme / Les conversions interdites*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2016, pp.75-113

LINDELL, Henrik, « Le fiasco de la déradicalisation des djihadistes suédois », *La vie*, 15 mars 2017, [en ligne] http://www.lavie.fr/actualite/monde/le-fiasco-de-la-deradicalisation-des-djihadistes-suedois-15-03-2017-80723_5.php

NEVEU, Erik. *Sociologie des mouvements sociaux*. La Découverte, 2011, p.128

NOOR, Saba et Daniela Hussain. «Women radicalization: an empirical study», *PIPS Research Journal Conflict and Peace Studies*,2010, vol. 3, issue 2

JEFFREY, Denis. « La radicalisation des jeunes djihadistes », dans *Jeunes et djihadisme / Les conversions interdites*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2016, pp. 9-73

JENSEN, Frances E. *The Teenage Brain, A Neuroscientist's Survival Guide to Raising Adolescents and Young Adults*. New York, Harper Collins, 2016, p. 384.

JOVELIN, Emmanuel. « De la délinquance à la radicalisation. L'exemple de Mohamed Merah », *Hommes & Migrations*, vol. 1315, no. 3, 2016, pp. 59-68

ORSINI, Alessandro. « La radicalisation des terroristes de vocation », *Commentaire*, vol. numéro 156, no. 4, 2016, pp. 783-790

RAPOPORT, David C. « Terreur moderne : les quatre vagues », *terrorisme.net*, <https://www.terrorisme.net/pdf/2005-Rapoport.pdf> (Page consultée le 6 mars, 2019)

ROUSSEAU, Cécile et alii. *Le défi du vivre ensemble : Les déterminants individuels et sociaux du soutien à la radicalisation violente des collégiens et collégiennes au Québec*, Montréal, Rapport de recherche, SHERPA, Institut universitaire au regard des communautés culturelles du CIUSSS Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal. 2016, [en ligne] <http://www.sherpa-recherche.com/wp-content/uploads/2013/10/Rapport-de-recherche-CEGEP-FINAL-27.10.2016.pdf>

ROY, Olivier. *LE djihad et la mort*. Paris, Éditions le Seuil, 2016, p. 176.

SAGEMAN, Marc. *Le Vrai visage des terroristes / Psychologie et sociologie des acteurs du djihad*, Paris, Éditions Denoël, 2005, p. 400

SALTMAN, Erin Marie et Melanie SMITH (2015). *Till martyrdom do us part : gender and the ISIS phenomenon*, Londres, The Institute for Strategic Dialogue, 2015, 75 p., [en ligne], <http://bit.ly/1TrVKT3> (Page consultée le 20 septembre 2016).

SCHMIDT, Rachel, «Duped : Why Gender Stereotypes are leading ton Inadequate Deradicalization and Disengagement Strategies », TSAS Canadian network for research on terrorism, security and society, 2018, https://www.tsas.ca/wp-content/uploads/2018/08/WP18-07_Schmidt.pdf (Page consultée le 6 mars 2019)

CANADA, SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA. *Rapport public de 2017 sur la Menace terroriste pour le CANADA / Bâtir un Canada sécuritaire et résilient*, 2017, p.29

SPECKHARD, Anne. «The emergence of female suicide terrorists», *Studies in Conflict & Terrorism*, 2008, vol. 31, issue 11, p. 995-1023

STACK-O'CONNOR, Alisa. «Lions, tigers, and freedom birds: how and why the Liberation Tigers of Tamil Eelam employs women», *Terrorism and Political Violence*, 2007, vol. 19, issue 1, p. 43-63

WENDLING, Thierry. « Us et abus de la notion de fait social total » *Revue du Mauss*, 2010 #2, no.36. p. 87-99

ZOGLAMI, Khaoula. *La lutte pour la reconnaissance des Québécois de 2^e génération portant le voile, mémoire de maîtrise* (communication), Montréal, Université de Montréal, 2015, p. 144